

Communiqué de presse / FATE

QUI VEUT ASSASSINER LA TUNISIE LE JOUR DE LA FÊTE DE LA RÉPUBLIQUE ? 26 juillet 2013

Le 25 juillet 2013, Mohamed Brahmi, député opposant à l'assemblée nationale constituante, démissionnaire du parti (Le peuple حزب الشعب) et fondateur du parti « Courant Populaire » (التيار الشعبي) a été sauvagement assassiné par balles devant son domicile.

Nous présentons nos sincères condoléances les plus attristées à la famille de « Monsieur Brahmi » ainsi qu'à ses proches.

Cet acte lâche, survenu le jour de la fête de la République, est une terrible épreuve pour sa famille, ses amis, ses camarades politiques mais aussi pour TOUS(TES) LES TUNISIENS(NES) épris de liberté qui, depuis la chute de la dictature, luttent pour instaurer la première démocratie dans le monde arabe. Plus que jamais nous devons rester lucides, unis et solidaires et éviter toutes les tentatives d'instrumentalisation politique et religieuse de l'assassinat de Mohammed Brahmi. Nous devons dire « NON » à la violence politique d'où qu'elle vienne et le gouvernement intérimaire doit remplir ses engagements, assumer ses responsabilités et garantir la sécurité pour tous les citoyens tunisiens sans exceptions. Le processus de transition politique et constitutionnel reste fragile et difficile, il est plus que jamais menacé.

Nous appelons les Tunisiens à rejeter la voie de la violence et du sang, à manifester pacifiquement et activement tout en préservant l'unité nationale du pays.

L'expérience démocratique tunisienne et encore délicate et risquée où à tout moment un régime autoritaire pourrait reprendre place en Tunisie. Cet assassinat qui nous touche dans notre chair, en tant qu'êtres humains, citoyens tunisiens et militants, doit nous inciter à être plus déterminés à préserver le pays de tout dérapage politique profitant aux forces obscures et aux ennemis de la démocratie.

Nous appelons tous les tunisiens et les composantes de la société civile à rester vigilants et se mobiliser contre ces actes qui, ne devraient en aucun cas, devenir une banalité en Tunisie.

Nous exigeons une enquête indépendante disposant de tous les moyens nécessaires pour faire la lumière sur cet acte, tout comme sur l'assassinat de Chokri Belaid, le 6 février 2013.

Le gouvernement et les responsables politiques doivent faire un geste fort et courageux et engager les mesures réelles et sérieuses rassurant tous les citoyens qui ont perdu confiance dans les pouvoirs politiques en Tunisie.

La révolution tunisienne est toujours en cours et l'instauration d'un Etat de droit demeure notre combat.

Vive la Tunisie libre, plurielle et indépendante.